**[Nom de la Junior]**

[Coordonnées de la Junior]

Numéro SIRET :

Numéro TVA:

**[Nom du centre d’impôts concerné]**

[Coordonnées du centre d’impôts]

Le  xx/xx/xxxx à  [ville]

**Objet :** Demande de **[exonération/remboursement]** de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE).

Madame, Monsieur,

Nous faisons suite à votre avis d’imposition en date du **xx/xx/xxxx**, du montant de **XX€** concernant la CFE, afin de vous demander une **[exonération/remboursement]** de ces frais.

Nous sommes une association loi 1901 à but économique non lucratif, rattachée à l’école **[Nom de l’école]**, située au **[adresse de l’école].**

Notre école met à disposition de l’association, à titre gracieux, un local à cette même adresse. Nous précisons que l’administration de l’école se réserve la possibilité, à tout moment, de nous demander de restituer celui-ci et d’en modifier son usage, aucune convention de mise à disposition ou de prêt n’encadrant cet accord.

Ainsi, nous ne disposons pas du contrôle de ce local, ce qui nous semble être une condition requise pour être éligible à la CFE. Par ailleurs, nous signalons que celui-ci sert à notre association, pour l’essentiel, à l’archivage règlementaire de ses documents et non pour la réalisation de notre objet social. En effet, du fait du fonctionnement particulier des Junior-Entreprises, les étudiants qui participent à la réalisation de missions, dans le cadre de la mise en application des cours dispensés au sein de notre école, sont amenés à organiser leur temps de travail pour l’association en fonction de leurs horaires de cours notamment. Ils interviennent ainsi essentiellement en dehors des horaires d’ouverture de l’école, empêchant ainsi toute exploitation du local aux fins de notre activité.

Vous remerciant de la suite que vous voudrez bien donner à notre requête et restant à votre disposition pour tout complément d’information, recevez, Madame, Monsieur, l’expression de mes salutations distinguées.

**[Nom et prénom du président]**

**[signature]**